

GE_GERICHTE AARP/400/2014 vom 8. September 2014

GE Cour de justice, 2014-09-08, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_AARP_400_2014

FR: GE_GERICHTE AARP/400/2014 du 8 septembre 2014

IT: GE_GERICHTE AARP/400/2014 del 8 settembre 2014

Erwägungen

E. 1

L'appel est recevable pour avoir été interjeté et motivé selon la forme et dans les délais prescrits (art. 398 et 399 CPP).

La partie qui attaque seulement certaines parties du jugement est tenue d'indiquer dans la déclaration d'appel, de manière définitive, sur quelles parties porte l'appel, à savoir (art. 399 al. 4 CPP) : la question de la culpabilité, le cas échéant en rapport avec chacun des actes (let. a) ; la quotité de la peine (let. b) ; les mesures qui ont été ordonnées (let. c) ; les prétentions civiles ou certaines d'entre elles (let. d) ; les conséquences accessoires du jugement (let. e) ; les frais, les indemnités et la réparation du tort moral (let. f) ; les décisions judiciaires ultérieures (let. g).

La Chambre limite son examen aux violations décrites dans l'acte d'appel (art. 404 al. 1 CPP), sauf en cas de décisions illégales ou inéquitables (art. 404 al. 2 CPP).

E. 2.1

p. 121 ; ATF 122 IV 17 consid. 2b p. 19 ; ATF 121 IV 207 consid. 2a p. 211 ; arrêt du Tribunal fédéral 6B_675/2007 du 20 juin 2008 consid. 2.1).

E. 2.3

Selon l'art. 125 CP, celui qui, par négligence, aura fait subir à une personne une atteinte à l'intégrité corporelle ou à la santé, sera, sur plainte, puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Si la lésion est grave, le délinquant sera poursuivi d'office. L'art. 12 al. 3 CP définit la négligence comme une imprévoyance coupable dont fait preuve celui qui, ne se rendant pas compte des conséquences de son acte ou n'en tenant pas compte, agit sans user des précautions commandées par les circonstances et sa situation personnelle. Pour qu'il y ait négligence, il faut donc, d'une part, que l'auteur ait violé les règles de prudence que les circonstances lui imposaient pour ne pas excéder les limites du risque admissible et que, d'autre part, il n'ait pas prêté l'attention ou fait les efforts que l'on pouvait attendre de lui compte tenu de ses circonstances personnelles pour se conformer à son devoir (ATF 129 IV 119 consid.

E. 2.4

Quiconque, de manière contraire au droit, est attaqué ou menacé d'une attaque imminente a le droit de repousser l'attaque par des moyens proportionnés aux circonstances ; le même droit appartient aux tiers (art. 15 CP). La légitime défense suppose une attaque, c'est-à-dire un comportement visant à porter atteinte à un bien juridiquement protégé, ou la menace d'une attaque, soit le risque que l'atteinte se réalise. Il doit s'agir d'une attaque actuelle ou à tout le moins imminente, ce qui implique que l'atteinte soit effective ou qu'elle menace de se produire incessamment (ATF 106 IV 12 consid. 2a p. 14 ; ATF 104 IV 232 consid. c p. 236

s.). S'agissant en particulier de la menace d'une attaque imminente contre la vie ou l'intégrité corporelle, celui qui est visé n'a évidemment pas à attendre jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour se défendre ; il faut toutefois que des signes concrets annonçant un danger incitent à la défense. La seule perspective qu'une querelle pourrait aboutir à des voies de fait ne suffit pas. Par ailleurs, l'acte de celui qui est attaqué ou menacé de l'être doit tendre à la défense. Un comportement qui tend à prévenir une attaque certes possible mais encore incertaine, c'est-à-dire à neutraliser l'adversaire selon le principe que la meilleure défense est l'attaque ne relève pas de la légitime défense (ATF 93 IV 81 p. 83 ; arrêt du Tribunal fédéral 6B_889/2013 du 17 février 2014 consid. 2.1).

- 10/15 - P/15244/2011

E. 2.5

En l'espèce, il est établi par certificat médical que la partie plaignante a subi une fracture de la main gauche et que celle-ci s'est produite le jour de l'altercation. Une fracture à un doigt constitue nettement une lésion corporelle simple, ce qui n'est au demeurant pas contesté. Considérant le certificat médical produit attestant d'une fracture par "écrasement", de même que les versions concordantes et constantes de la partie plaignante et de son épouse, dont le témoignage, malgré les liens affectifs, est crédible, et qui avait nécessairement une bonne visibilité depuis le siège du passager, la Cour tient pour établi, à l'instar du premier juge, que la lésion subie a été causée par l'appelant lorsqu'il a fermé brusquement la portière du véhicule de la partie plaignante alors que la main gauche de celle-ci était dans l'embrasure, une position qui n'a, contrairement à ce que soutient l'appelant, rien d'étonnant pour qui cherche à s'extraire de son véhicule. Le témoignage du gendarme, s'il ne permet pas de confirmer cette version des faits vu qu'il était occupé à traverser la route pour rejoindre les intéressés au moment du choc, ne la dément pas non plus. La version des faits de l'appelant, selon laquelle il n'a jamais touché la portière, n'est pas propre à remettre en doute cette appréciation et vient, au contraire, renforcer la conviction de la Cour. D'une part, une chute explique difficilement la lésion causée et ne s'accorde pas avec l'attestation médicale produite. D'autre part, le récit de l'appelant est sujet à caution. A cet égard, outre ses dénégations initiales concernant le crachat et son attitude agressive générale tout au long des faits, la Cour relève en particulier que vu l'état de santé de l'appelant et la violence des coups qu'il dit avoir subis, l'on s'attendrait à des séquelles physiques justifiant à tout le moins un rendez-vous médical et des soins. Or, aucun certificat médical n'a été produit et, aux dires du gendarme témoin de la scène, l'appelant était en suffisamment bonne condition après l'altercation pour continuer à se montrer agressif. Il ne pouvait échapper à l'appelant, qui se trouvait tout près du véhicule de la partie plaignante puisqu'ils étaient en pleine confrontation, que celle-ci avait ouvert la porte et s'apprêtait à sortir de l'habitacle. Dès lors l'appelant n'a pu qu'accepter, en refermant brusquement la portière, de lui causer une blessure. C'est en conséquence à juste titre que le premier juge a reconnu l'appelant coupable de lésions corporelles simples, causées par dol éventuel.

Au vu de ce qui précède, il n'y a pas lieu de considérer la thèse de l'appelant relative à la légitime défense, qui n'aurait eu de pertinence, toute relative d'ailleurs puisque c'est lui qui a amorcé la dispute, que si la lésion avait été causée lors de l'empoignade des protagonistes.

- 11/15 - P/15244/2011 Le jugement entrepris sera dès lors confirmé.

E. 3

3.1.1. L'art. 123 ch. 1 al. 1 CP réprime d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire l'auteur de lésions corporelles simples. 3.1.2. Conformément à l'art. 34 CP, la peine pécuniaire est fixée en jours-amende dont le tribunal fixe le nombre en fonction de la culpabilité de l'auteur (al. 1). Pour évaluer la culpabilité de l'auteur, le juge prend en considération les antécédents et la situation personnelle de ce dernier ainsi que l'effet de la peine sur son avenir (art. 47 al. 1 CP). La culpabilité est déterminée par la gravité de la lésion ou de la mise en danger du bien juridique concerné, par le caractère répréhensible de l'acte, par les motivations et les buts de l'auteur et par la mesure dans laquelle celui-ci aurait pu éviter la mise en danger ou la lésion, compte tenu de sa situation personnelle et des circonstances extérieures (art. 47 al. 2 CP). Comme sous l'ancien droit, le facteur essentiel est celui de la faute. 3.1.3. Un jour-amende est de 3'000 francs au plus. Le juge en arrête le montant selon la situation personnelle et économique de l'auteur au moment du jugement, notamment en tenant compte de son revenu et de sa fortune, de son mode de vie, de ses obligations d'assistance, en particulier familiales, et du minimum vital (art. 34 al. 2 CP). 3.1.4. Lorsque l'exécution de la peine est suspendue, le juge peut prononcer, en plus, une peine pécuniaire sans sursis ou une amende selon l'art. 106 CP (art. 42 al. 4 CP). L'amende, et la peine de substitution, doivent être fixées en tenant compte de la situation de l'auteur afin que la peine corresponde à sa faute (art. 106 al. 3 CP).

E. 3.2

Comme l'a relevé le premier juge, la faute de l'appelant n'est pas insignifiante. Ses motifs pour s'engager dans une altercation verbale et physique étaient totalement futiles. Les conséquences, en revanche, ne sont de loin pas anodines vu les séquelles de la partie plaignante. L'appelant n'a pas d'antécédents, ce qui est toutefois neutre du point de vue de la fixation de la peine (ATF 136 IV 1 consid. 2.6). Rien dans sa situation personnelle ne justifie ou explique son emportement et ses actes. En prononçant une peine pécuniaire de 20 jours amende, le premier juge a tenu compte de l'ensemble de ces éléments. L'appelant n'a du reste pas critiqué cette appréciation. De même, le montant du jour-amende, fixé à CHF 90.- par le premier juge, est adapté à la situation financière de l'appelant et n'est pas excessif, de sorte que tant la quotité de la peine que le montant du jour-amende doivent être confirmés.

- 12/15 - P/15244/2011 La mesure de sursis prononcée, dont les conditions sont au demeurant réalisées, est acquise à l'appelant (art. 391 al. 2 CPP). Le délai d'épreuve, arrêté à trois ans, n'est pas critiquable. Enfin, l'amende prononcée par le premier juge, dont le montant, fixé à CHF 300.- tient adéquatement compte de la faute de l'appelant, est également justifiée et doit être confirmée, de même que la peine privative de liberté de substitution, arrêtée à trois jours. Le jugement entrepris sera en conséquence entièrement confirmé sur ces points.

E. 4

Les conclusions présentées en première instance par la partie plaignante étant peu précises, c'est à juste titre que le premier juge l'a renvoyée à agir sur le plan civil (art. 126 al. 2 let. b. CPP).

E. 5.1

L'art. 433 al. 1 CPP permet à la partie plaignante de demander au prévenu une juste indemnité pour les dépenses obligatoires occasionnées par la procédure lorsqu'elle obtient gain de cause (let. a) ou lorsque le prévenu est astreint au paiement des frais conformément

à l'art. 426 al. 2 CPP (let. b). L'al. 2 prévoit que la partie plaignante adresse ses prétentions à l'autorité pénale ; elle doit les chiffrer et les justifier. La partie plaignante obtient gain de cause au sens de l'art. 433 al. 1 CPP lorsque le prévenu est condamné et/ou si les prétentions civiles sont admises (M. NIGGLI / M. HEER / H. WIPRÄCHTIGER, Schweizerische Strafprozessordnung / Schweizerische Jugendstrafprozessordnung, Basler Kommentar StPO/JStPO, Bâle 2011, n. 6 ad art. 433 ; N. SCHMID, Schweizerische Strafprozessordnung : Praxiskommentar, 2e éd., Zurich 2013, n. 6 ad art. 433). La juste indemnité, notion qui laisse un large pouvoir d'appréciation au juge, couvre les dépenses et les frais nécessaires pour faire valoir le point de vue de la partie plaignante dans la procédure pénale. Il s'agit en premier lieu des frais d'avocat de la partie plaignante (A. KUHN / Y. JEANNERET (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 8 ad art. 433 ; N. SCHMID, op. cit., n. 3 ad art. 433).

E. 5.2

En l'espèce, la partie plaignante obtient gain de cause dans la mesure où l'appelant est condamné. Le fait qu'elle ait été renvoyée à agir par la voie civile s'agissant de ses prétentions civiles n'exclut par ailleurs pas son indemnisation pour les frais encourus dans le procès pénal. Si le principe d'une indemnisation doit être admis, le montant demandé est en revanche excessif. La note d'honoraires produite relative à la procédure d'appel, qui s'élève à CHF 4'104.- pour un total de 10 heures de travail à un taux horaire de CHF 380.- plus TVA, dont plus de 7 heures consacrées à la rédaction d'un mémoire de réponse reprenant pour l'essentiel les faits tels que décrits dans le jugement de première instance, est en effet disproportionnée

- 13/15 - P/15244/2011 au regard de la complexité de l'affaire, tant les faits que la question juridique soulevée ne présentant aucune difficulté particulière pour un avocat. Compte tenu de ce qui précède, il se justifie de réduire l'indemnité et de la fixer ex aequo et bono. Un montant de CHF 2'052.-, TVA comprise, apparaît adéquat dans ces circonstances.

E. 6

En l'absence d'acquiescement, l'appelant sera débouté de ses conclusions en indemnisation (art. 429 CPP).

E. 7

L'appelant, qui succombe intégralement, supportera les frais de la procédure d'appel, lesquels comprennent un émolument de jugement de CHF 1'000.- (art. 428 CPP et art. 14 du règlement fixant le tarif des frais en matière pénale du 22 décembre 2010 [RFTMP ; RS E 4 10.03]). * * * * *

- 14/15 - P/15244/2011

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.